

Farac info



Bulletin de liaison de la Farac (Fédération d'associations d'anciens combattants, d'amicales régimentaires et d'associations à caractère patriotique de Lyon et de sa région).

BULLETIN n° 533 • JANVIER 2020

ÉDITORIAL

« C'EST COMPLIQUÉ, MAIS IL N'Y A PAS DE SOUCIS »

2019 s'achève. Ouf ! Année *horribilis* marquée par des mouvements sociaux au long court, par la mort de dix-huit de nos soldats, par un environnement international de plus en plus déstructuré.

Et pourtant, à radio Trottoir et à radio Moquette, une tournure de langage fait « un tabac » : « *C'est compliqué, mais il n'y a pas de soucis* ». Tel un leitmotiv, ce jugement « passe partout », servi à toutes les sauces, y compris pour les sujets les plus graves, exprime, à mon sens, une perte de repères, un désarroi, un refus de la réalité.

Pour preuve, un exemple, celui de la dérive d'anciens militaires français devenus djihadistes, ayant choisi de combattre la France, sur les théâtres opérationnels du Moyen-Orient ou sur le territoire national. À dire vrai, les radicalisés par idéologisme ont sévi de tous temps. J'ai en mémoire les dérives de certains communistes lors des conflits d'Indochine et d'Algérie. De manière plus contemporaine, ont été signalés des cas semblables en Bosnie ou en Afghanistan. Pourquoi ce zoom médiatique trop souvent de parti pris ? Selon les sources officielles, ces soldats perdus ne sont pas plus d'une trentaine. Mais n'est-ce pas l'arbre qui cache la forêt ? La radicalisation, tel un cancer généralisé, développe ses métastases dans les services publics, et, surtout, colonise des quartiers et des cités en mal être. Là, la menace est forte et les signaux alarmants multiples. C'est toute la question de la sécurité intérieure !

N'est-il pas troublant de constater l'émergence d'une furieuse haine anti-flics ? L'acronyme ACAB « *All cops are bastards* » (tous les flics sont des bâtards) se banalise. Des menaces sont adressées à tout va. Les guet-apens se multiplient. Les services de l'Etat

deviennent des cibles potentielles. Les expéditions de représailles ne se comptent plus. Quant aux agressions verbales et physiques, leur augmentation est exponentielle. Non, ce ne sont pas des sauvages qui ont brûlé des voitures en cette fin d'année, mais bien des radicalisés masqués ayant fait alliance avec des trafiquants en tous genres.

2020 sera-t-elle l'année du sursaut ? Pas sûr, car les élections locales qui s'annoncent, où se nouent des accords de circonstance, ne sont pas faites pour « taper dans la fourmilière ». Mais nous pouvons toujours rêver !

Malgré cet éditorial peu optimiste, je tiens à adresser à tous les lecteurs de *Farac Info* mes vœux de bonne santé et de réussite dans leurs activités familiales, professionnelles et associatives. Quant à notre fédération, bien que soumise à l'érosion du monde combattant, elle va fêter cette année ses 110 ans, avec encore de belles perspectives.

Bon vent à elle !

André MUDLER
Président de la Farac

SOMMAIRE DU N°533 JANVIER 2020

- P02 **Urgence stratégique**
- P03 **Alphonse Juin, maréchal de France (1888 – 1967)**
- P05 **France/Afrique**
- P05 **La campagne de Norvège (printemps 1940)**
- P09 **Maginot et Siegfried**
- P12 **Liste des hauts lieux de la mémoire nationale du ministère de la défense**
- P13 **Vie des associations**
- P14 **Conférences**
- P14 **Agenda**

Lettre d'information – Décembre 2019 – de la rédaction de l'ASAF (Association de Soutien à l'Armée Française) dont le correspondant pour le Rhône est le colonel (er) Roland Minodier. (minodier.roland@wanadoo.fr).

Les chefs d'état-major ont été récemment auditionnés par les deux Commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Combien de Français ont eu connaissance de leurs propos ? Hélas, aucun de ces chefs ne semble avoir été sollicité par les grands médias pour s'exprimer devant les Français sur les menaces et enjeux stratégiques, la singularité militaire et les exigences opérationnelles. C'est d'autant plus surprenant que notre pays est en guerre et qu'on enterre régulièrement ses soldats morts au combat pour la France.

Tous ont exposé leurs préoccupations. Elles doivent être connues non seulement de quelques dirigeants politiques, mais aussi du plus grand nombre de Français qui ne peuvent se plonger dans le compte-rendu des différentes auditions. C'est l'objet de cette lettre d'information et de sensibilisation.

Menaces

Elles ne cessent de se diversifier, de se combiner et de muter en des formes nouvelles. Elles se signalent par une hausse importante des dépenses d'armement dans le monde.

Sur certains théâtres d'opérations, l'armée de l'Air se heurte à des tentatives destinées à lui interdire l'espace aérien, ce qui l'oblige à disposer de capacités de neutralisation des défenses antiaériennes plus performantes. Sur et autour de notre territoire national, nos forces font face à des menaces directes telles que la présence plus fréquente d'aéronefs et de sous-marins étrangers dans des zones situées à proximité de nos côtes et de notre espace aérien.

Sans que cette liste soit exhaustive, il y a la menace que font peser les groupes terroristes, et l'utilisation, pour le moment à l'étranger, de drones difficiles à détecter et à neutraliser. Ces menaces sont combinées avec des actions médiatiques et psychologiques visant à fragiliser la cohésion et la résilience de la Nation.

Ressources financières

En 2015, le budget consacré aux Armées atteignait le seuil catastrophique de 1,5 % du P.I.B. et, sans sa stabilisation provoquée par les attentats, il devait se réduire encore jusqu'à 1,3 % du P.I.B.

Cette chute mortelle était ininterrompue depuis 1980, année où la part du P.I.B. atteignait 3 %, et ce malgré les crises pétrolières de 1975 et 1978. Ces réductions drastiques ont conduit à un affai-

blissement considérable de notre armée occulté par la plupart des responsables politiques de tous bords. Cette baisse était d'autant plus pénalisante pour nos forces conventionnelles, celles qui font la guerre, que la dissuasion nucléaire devait être préservée et que les opérations extérieures se multipliaient.

Cela s'est traduit par un vieillissement des matériels dont les principaux avaient entre 30 et 50 ans d'âge. Les stocks de munitions étaient réduits à la portion congrue et l'infrastructure, qui ne disposait plus de crédits suffisants pour l'entretien élémentaire, ne cessait de se délabrer.

Dans ces conditions, la très récente remontée des crédits budgétaires qui a pour objectif d'atteindre le seuil de 2 % du P.I.B. en 2025 (soit celui de l'année 1990) ne pourra, au mieux, que combler une partie des lacunes, d'autant que deux nouvelles dimensions de la Défense doivent être davantage prises en compte : la cyberdéfense et le spatial qui deviennent des domaines vitaux pour notre pays.

Matériels

La Marine, qui commence à bénéficier de capacités de frappes à longue distance par des missiles de croisière, souffre cependant de ne pas disposer d'un nombre suffisant de bâtiments lui permettant de contrôler notre zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km² (la 2^e du monde).

L'armée de Terre utilise encore en opération des VAB qui ont plus de 40 ans d'âge et elle ne peut aligner plus d'une quinzaine d'hélicoptères au Sahel, pour couvrir une superficie équivalente à 10 fois celle de la France !

Notre industrie d'armement se doit d'être puissante et doit donc exporter. C'est non seulement pour des raisons économiques et technologiques, mais aussi parce qu'il vaut mieux connaître les armes qui pourraient un jour nous être opposées que celles vendues par d'autres pays.

Les ressources humaines

Toutefois, la force d'une armée repose avant tout sur la qualité de ses personnels, qui est liée à leur recrutement, leur formation, leur expérience, leur cohésion et leur moral, ainsi que sur le soutien dont fait preuve la Nation à l'égard de ses soldats. Leur mission est unique ; elle consiste à donner la mort, et à la recevoir le cas échéant, au nom du peuple français, pour assurer sa protection,

garantir l'intégrité du territoire et défendre ses intérêts stratégiques.

Notre armée a donc besoin d'hommes et de femmes plaçant le service du pays au-dessus des intérêts personnels et acceptant la perspective du sacrifice suprême. Mais que deviendrait une armée si elle ne se sentait pas soutenue par le pays, pire, si elle se sentait trahie par ses dirigeants ?

En conclusion

2020 verra le 80e anniversaire de la défaite de 1940. Sachons tirer les leçons des deux décennies qui l'ont précédée : une démographie insuffisante liée aux immenses pertes de la Grande Guerre, des alliances illusoires, une confiance excessive dans la sécurité collective fondée à l'époque sur la Société des Nations, un refus de voir, de dénoncer et d'agir vite et fort contre la

menace nazie, mais aussi une baisse prolongée des budgets de la Défense et une impossible remontée en puissance car trop tardive, une absence d'industrie de Défense puissante et de délais suffisants pour transformer du matériel et des hommes en armée cohérente et forte.

Mais, peut-être et avant tout, à cette époque régnaient chez un grand nombre de Français cette lassitude, ce doute, ce sentiment oublié que la liberté était le fruit d'un combat permanent que leurs aïeux avaient su mener et qu'il leur revenait de poursuivre ...

Que 2020 soit une année de prise de conscience, de mobilisation et de redressement de la France par tous les Français ! C'est notre vœu le plus cher.

www.asafrance.fr

ALPHONSE JUIN, MARÉCHAL DE FRANCE (1888 – 1967)

Le 16 novembre dernier, la stèle à la gloire du maréchal Juin, érigée en 1983 place d'Italie, avait été fortement dégradée à l'occasion du 1^{er} anniversaire du mouvement des «gilets jaunes». L'auteur des faits, rapidement identifié, vient d'être condamné à deux ans de prison, dont un an ferme, et à rembourser les frais de réparation qui s'élèvent à plus de 72 000 euros.

Cette circonstance nous amène à rappeler la carrière d'Alphonse Juin, dernier maréchal de France de son vivant, seul chef militaire à tutoyer le général de Gaulle, le seul aussi à avoir fait changer les Américains de stratégie au printemps 1944, ouvrant ainsi la route de Rome aux Alliés.

Travail de compilation effectué à partir de différentes publications relatives à la carrière du maréchal Juin.



Stèle du maréchal Juin après la manifestation du 16.11.2019

AM

Fils et petit-fils de gendarme, rien ne destinait Alphonse Juin à devenir l'un des généraux les plus brillants du second conflit mondial. Rien sauf l'intelligence qui fera de ce pied-noir, né à Bône (aujourd'hui Annaba) en 1888, un major de



Le maréchal Juin

Saint-Cyr, dans la même promotion (1910 – 1912) qu'un certain Charles de Gaulle. D'où le tutoiement que n'abandonneront jamais les deux hommes. Affecté au Maroc jusqu'à la déclaration de guerre d'août 1914, le jeune lieutenant rejoint bientôt le front de la Marne, au sein du

2e régiment de marche marocain. En mars 1915, il est grièvement blessé, au point de rester hospitalisé huit mois et de ne retrouver le Front qu'en avril 1916. Il a été promu entre-temps capitaine, puis décoré de la Croix de guerre ... mais a perdu définitivement l'usage de son bras droit.

En 1919, le voici à l'Ecole de guerre, où il fait si forte impression qu'on l'y retient comme professeur stagiaire. Il y restera jusqu'en 1921, date à laquelle il rejoint la Tunisie puis, en 1923, le Maroc, où il participe à la guerre du Rif. Lyautey fait de lui l'un de ses plus proches collaborateurs avant que Juin, promu chef de bataillon à titre exceptionnel en 1926, ne soit nommé, de 1929 à 1933, chef de cabinet militaire du résident général de France à Rabat. Affecté ensuite à l'Ecole supérieure de guerre à Paris en tant que professeur de tactique générale, il y gagne le surnom de « Juin l'Africain ». Puis, affecté au 3e régiment de zouaves à Constantine, il en prend le commandement en mars

1935 et promu colonel la même année.

Nommé général de brigade en décembre 1938, il reçoit à la mobilisation le commandement de la 15^e division d'infanterie motorisée. Fait prisonnier le 30 mai 1940 dans la poche de Lille, il est envoyé en captivité à Kônigstein, où le rejoindra peu après le général Giraud.

A la suite des accords de Paris négociés par l'amiral Darlan avec l'Allemagne, il est libéré le 15 juin 1941 à la demande du gouvernement de Vichy pour sa connaissance de l'Afrique. Le 20 novembre, il remplace le général Weygand, suspect aux yeux de l'occupant, dans ses fonctions militaires de commandant en chef des forces d'Afrique du Nord.

Pour beaucoup de Français libres, ce n'est pas la période la plus glorieuse du général Juin, à qui Vichy décerne ses troisième et quatrième étoiles et qu'il envoie même à Berlin pour négocier avec Goering l'accueil en Tunisie de l'Afrika-Korps du général Rommel. Un intermède qui explique que Juin ne sera jamais adoubé compagnon de la Libération.

Peu suspect de complaisance avec les pétainistes, le général Juin est resté irréprochable. Apprenant le 11 novembre 1942 que les Allemands ont violé les clauses de l'armistice en envahissant la zone libre, il fait savoir à ses subordonnés que leur devoir est de se mettre immédiatement à la disposition des Alliés. De Gaulle lui-même n'hésite pas : passant outre l'hostilité de certains résistants locaux, il le nomme aussitôt commandant des troupes françaises engagées en Tunisie aux côtés des Alliés, puis, en mai 1943, chef du corps expéditionnaire français (CEF) désigné pour participer, à partir de juillet, à l'invasion de l'Italie.

En septembre 1943, la conquête de l'Italie, brillamment commencée en Sicile, tourne au cauchemar. Les Allemands, réagissant à la chute de Mussolini (25 juillet) et, surtout, à la capitulation italienne (8 septembre), prennent le contrôle de la péninsule. En octobre, des pluies torrentielles rendent impossible toute progression alliée, permettant ainsi aux Allemands de se regrouper sur la ligne Gustav, conçue pour barrer la route de Rome. Ce n'est qu'en janvier 1944 que les Américains décident de forcer le passage, persuadés que la seule voie d'accès vers Rome est la vallée du Liri. D'où la nécessité de faire sauter le verrou du monte Cassino, qui en commande l'accès. Or, non seulement les Allemands ne cèdent pas un pouce de terrain, mais ils commencent à regagner ce qu'ils ont perdu. Toutes les tentatives alliées échouent.

C'est à ce moment-là que le général Juin entre en scène. Las de voir ses troupes jouer les supplétifs d'une stratégie qu'il désapprouve, il en propose une autre au général Clark : plutôt que de s'acharner sur un verrou manifestement inexpugnable, pourquoi ne pas contourner l'obstacle par les monts Aurunci, un massif tellement sauvage que les Allemands n'y ont

pas implanté de défenses ? C'est le match retour de la percée allemande des Ardennes, qui, quatre ans plus tôt, avait pris au piège l'armée française en la coupant de ses arrières par une percée dans une zone réputée infranchissable. A ceci près que, cette fois, ce ne sont pas les chars de Guderian qui s'élanceront dans la forêt, mais les goumiers marocains de Juin qui, avec leurs ânes et leurs mulets, franchiront la montagne.

L'offensive française est lancée le 11 mai. Le 13, au terme de combats nocturnes d'une rare intensité, la 2^e division d'infanterie marocaine plante le drapeau tricolore sur le mont Majo ! C'est la victoire du Garigliano. Pris de court, les Allemands dégarnissent le secteur du monte Cassino pour se porter face aux Français, moment choisi par les Britanniques et les Polonais pour tenter – avec succès – de faire sauter, au soir du 18 mai, le verrou et de percer la ligne Gustav. La route de Rome est ouverte.

Mais contrairement aux usages, hommage au vainqueur, le général britannique Alexander, commandant en chef des troupes alliées en Italie, impose au général Juin de stopper sa progression victorieuse vers Rome, afin de permettre aux Anglo-Saxons de défiler en premier dans la Ville éternelle le 4 juin après-midi.

Furieux du camouflet, le général de Gaulle récompense aussitôt le général Juin en l'appelant à Alger comme chef d'état-major de la défense nationale. Le 26 août 1944, il descend les Champs-Élysées aux côtés du chef de la France Libre. Juin reste en fonction jusqu'en 1947, date à laquelle il est nommé résident général au Maroc. Commandant en chef du secteur Centre-Europe de l'Organisation atlantique de 1951 à 1956, il est élevé à la dignité de maréchal de France le 14 juillet 1952.

Pied-noir dans l'âme, le maréchal Juin s'oppose sans surprise à la politique algérienne du général de Gaulle, revenu au pouvoir. Mais il s'abstient de rejoindre les rangs de l'OAS, craignant que ses attentats n'aggravent encore la situation des Français d'Algérie. Réaffirmant son opposition à une « Algérie algérienne » en avril 1962, il mettait toutefois ses amis en garde contre des « mesures désespérées, voire suicidaires ».

Le général Juin ne reverra jamais de Gaulle. Mais au lendemain de sa mort, le 27 janvier 1967, le Général réserve au dernier maréchal de France de son vivant, des funérailles nationales dignes de son passé.

Académicien, il était Grand-croix de la Légion d'honneur, titulaire de la Médaille militaire, de la Croix de guerre 1914-1918 et de celle de 1939-1945.

FRANCE/AFRIQUE

« Je vous parle d'un temps que les moins de cinquante ans ne peuvent pas connaître, l'Afrique en ce temps-là ... »

A l'heure où le colonialisme est de nouveau d'actualité, à l'heure du crépuscule du franc CFA¹, il est utile de rappeler à ceux qui ignorent ce qu'a été l'empire colonial français, quelles furent les terres d'Afrique, conquises par la France, et qui ont, pour la plupart, accédé à l'indépendance en 1960, il y a 60 ans déjà !

- **Afrique du Nord (AFN)**

- 1830 – 1962 : Algérie
- 1881 – 1956 : Tunisie
- 1912 – 1956 : Maroc

- **Afrique équatoriale française (AEF)**

- 1839 - 1960 : Gabon
- 1891 – 1960 : Congo
- 1896 – 1960 : Centrafrique
(ex Oubangui-Chari)
- 1899 – 1960 : Tchad
- 1919 - 1960 : Cameroun

- **Afrique occidentale française (AOF)**

- 1638 – 1758, puis 1770 – 1807, puis 1817 – 1960 : Sénégal
- 1842 – 1960 : Mali (ex Soudan)
- 1893 – 1960 : Guinée
- 1897 – 1960 : Niger
- 1898 - 1960 : Burkina Faso (ex Haute Volta)
- 1902 – 1960 : Mauritanie
- 1922 - 1960 : Togo

- **Djibouti**

- 1884 – 1977 (ex Côte française des Somalis)

- **Océan Indien**

- 1742 – 1810 : Iles Seychelles
- 1769 – 1794 : Iles Amirantes
- 1843 – 1975 : Les Comores (colonie en 1912)
- 1883 – 1960 : Madagascar (colonie en 1896)
- 1715 – 1814 : Ile Maurice (ex Ile de France)

- **Terres françaises de l'océan Indien** (pour information)

- depuis 1638 : Ile de la Réunion et îles Glorieuses
- depuis 1772 : Iles Crozet et Kerguelen
- depuis 1776 : Ile Tromelin
- depuis la fin du XVIIIe siècle : Iles Saint-Paul et Amsterdam
- depuis 1841 : Ile de Mayotte

¹ Le franc CFA (Franc de la Communauté Financière en Afrique, initialement Franc des colonies françaises d'Afrique) a été créé le 25 décembre 1945. Héritage de la colonisation française, il est arrimé à l'Euro selon une parité (1 € = 655,96 francs CFA) garantie par la France. Il constitue la monnaie commune de 14 pays africains qui se répartissent en deux communautés financières gérées par deux banques centrales :

- celle des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), qui vient de décider de remplacer, en 2020, le franc CFA par une nouvelle monnaie, l'Eco, qui conservera sa parité fixe avec l'Euro.

- celle des Etats de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et le Tchad) qui n'est pas, pour le moment, concernée par la réforme, formant une zone monétaire distincte.

La future monnaie sera adoptée par les quinze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à savoir les huit Etats de l'Afrique de l'Ouest, déjà cités, auxquels s'ajoutent la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone et le Cap Vert.

LA CAMPAGNE DE NORVÈGE (PRINTEMPS 1940)

Le mardi 21 janvier 2020, la Fédération nationale des anciens chasseurs (FNAC) de la région lyonnaise va célébrer le 80e anniversaire de la mise sur pied de la Brigade de Haute Montagne à Belley (Ain). La cérémonie se déroulera devant le monument de Chazey-Bons, œuvre de Rémy de Lorenzi, dont le socle, en forme d'étoile, symbolise l'engagement des chasseurs alpins au cours de la Campagne de Norvège (20 avril - 3 juin 1940), alors que la statue, sous forme d'étrave, rappelle, elle, le courage des marins qui les transportèrent.



Le monument de Chazey-Bons

Ce 80e anniversaire est l'occasion de rappeler les conditions dans lesquelles l'expédition de Norvège s'est déroulée, une opération mal préparée, promise, dès l'origine, à un échec, par les erreurs, les indécisions, les ignorances de la situation réelle des possibilités de l'ennemi. Presque ignorée du public, elle méritait d'être évoquée, toute décevante qu'ait été sa destinée.

En pleine «drôle de guerre», alors qu'Allemands et Français s'observent de part et d'autre de la ligne Maginot, un corps expéditionnaire franco-britannique va intervenir en Norvège, à plus de 2 500 km de la France pour emporter l'une des seules victoires alliées de ce printemps 1940. Comme dans les Alpes, les troupes alpines y ont joué un rôle prépondérant.

Préalablement, en janvier 1940, la France et la Grande Bretagne décident de créer un corps expéditionnaire, dont la Brigade de Haute Montagne (BHM) à base d'alpins constitue l'élément français. Cette force est destinée à défendre la Finlande contre une attaque des Soviétiques, alors alliés des Allemands. Mais le traité de Moscou du 12 mars 1940 met un terme à la guerre russo-finlandaise. La BHM va néanmoins servir de noyau à une autre force d'intervention dont la mission est de secourir la Norvège, attaquée de toutes parts par les Allemands le 9 avril 1940, dans le prolongement de l'invasion du Danemark.

Préparation de l'intervention

Pris à contre-pied, les Alliés se trouvent contraints d'improviser une réplique. Pour «couper la route du fer suédois» indispensable à l'effort de guerre allemand, la riposte franco-britannique s'oriente d'abord sur Narvik et Trondheim. La France prévoit un «corps expéditionnaire», aux ordres du général Audet, composé de trois divisions légères de Chasseurs (DLC), à base de troupes alpines, renforcées d'éléments de la Légion étrangère et d'une brigade polonaise (de montagne), ainsi que de bâtiments de transport et de combat de la Marine.



Les généraux Audet et Béthouart

En fait, seulement la 1^{ère} DLC de ce corps expéditionnaire, déjà rassemblée pour intervenir en Finlande, sera projetée en Norvège. Les deux autres DLC vont être engagées dans le nord de la France face à l'offensive allemande de mai.

Cette 1^{ère} DLC, forte de 17000 hommes, est formée de :

- la Brigade de Haute Montagne (BHM) à deux demi-brigades de chasseurs alpins : la 5^e de Savoie (13^e, 53^e et 67^e BCA) et la 27^e du Dauphiné (6^e, 12^e et 14^e BCA) renforcées d'éléments de soutien et d'appui;
- la 13^e Demi- Brigade de la Légion Etrangère (13^e DBLE) à deux bataillons en provenance d'Afrique du Nord;
- la Brigade de Chasseurs du Podhale (chasseurs de montagne polonais) à deux demi-brigades de deux bataillons chacune constituée en France avec des Polonais y travaillant et des officiers rescapés de l'invasion de leur pays (5000 hommes environ)..

La BHM, commandée par le général Béthouart, est présentée au général Gamelin le 28 février 1940, dans la prairie voisine du monument actuel.



Belley 28 février 1940

L'équipement est récent et adapté aux conditions du futur engagement hivernal, en particulier à la BHM. Il a été mis au point par le capitaine Pourchier, commandant l'Ecole de Haute Montagne de Chamonix (qui est affecté à l'état-major de la BHM). Très en avance sur les matériels des autres troupes de montagne, il est conçu pour le combat en altitude et se trouve donc également bien adapté au climat très froid que le Corps Expéditionnaire Français en Scandinavie (CEFS) va rencontrer dans le nord en Norvège. Il est également à noter que les troupes françaises sont dotées du MAS 36, le tout dernier fusil sorti d'usine. Par contre, les appuis sont limités.



Embarquement de la 13e DBLE

Norvège. Il est également à noter que les troupes françaises sont dotées du MAS 36, le tout dernier fusil sorti d'usine. Par contre, les appuis sont limités.

Les alpins et les légionnaires rassemblés à Belley et les Polonais entraînés à Coëtquidan sont dirigés vers Brest pour embarquer vers l'Ecosse où se regroupe le corps

expéditionnaire franco-britannique. Malheureusement la logistique n'est pas à la hauteur de la qualité des hommes et des matériels ; beaucoup d'équipements sont mal répartis sur les bateaux et feront défaut sur le terrain au moment de l'engagement (skis et fixations sur des bateaux différents, troupes de première intervention privées de leurs vêtements chauds stockés sur d'autres navires).

Première intervention à Namsos

La traversée entre la Grande Bretagne et la Norvège n'est pas une croisière d'agrément car les bateaux transportant les troupes sont soumis à de permanentes attaques maritimes et aériennes de la part des Allemands qui occupent déjà presque tout le pays et y disposent des avions et des navires qui leur ont servi pour l'envahir.

aériennes allemandes détruisent la plus grande partie des matériels en cours de débarquement, privant les forces alliées de l'indispensable. Des difficultés de coordination s'ajoutant à ces problèmes de logistique, le commandement britannique ordonne, le 2 mai, d'arrêter les risques et de réembarquer en abandonnant le peu d'équipement mis à terre. Cette opération aura eu pour seul intérêt de fixer dans le centre du pays des troupes allemandes, notamment des troupes de montagne, qui feront défaut au commandement allemand dans le nord à Narvik.

Ramenée en Ecosse, la 5^e DBCA est initialement prévue pour repartir renforcer les troupes de Narvik, mais elle va devoir rejoindre la France pour être engagée dans le Nord et sur la Somme face aux Allemands qui ont enfoncé le gros de l'armée française dans les

Ardennes et qui se ruent vers la mer. Elle y retrouvera la 2^e DLC de retour d'Angleterre et la 3^e qui n'a pas encore quitté le territoire national. Elles se couvriront de gloire dans une défense acharnée sur la Somme et l'Ailette.

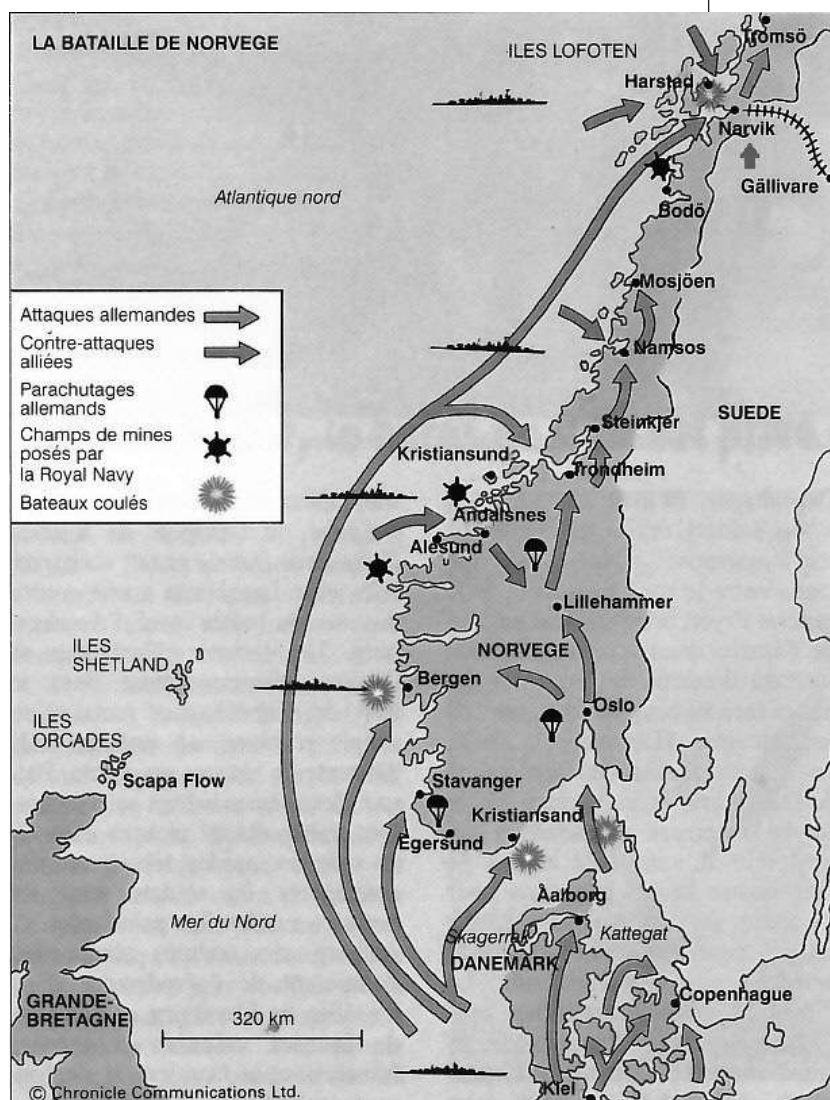
La prise de Narvik

Narvik, au nord du cercle polaire, est le débouché portuaire de la voie ferrée qui permet l'embarquement du minerai de fer suédois de la région de Luella. Ce port est tenu depuis le 9 avril par 1 500 *Gebirgsjäger* (chasseurs alpins autrichiens et tyroliens) aux ordres du général Dietl, renforcés par 1 200 marins rescapés de la destruction des destroyers allemands coulés par la marine britannique à proximité du port. Ces troupes allemandes ne peuvent plus désormais compter que sur leur aviation pour leur approvisionnement et leurs renforts, mais disposent de solides appuis d'artillerie.

Le 28 avril, le général britannique Mackesy, qui refuse un débarquement de vive force (les Anglais se souviennent du désastreux débarquement de Gallipoli durant la Grande Guerre), décide de débarquer très au nord de Narvik les 6^e et 14^e BCA qui doivent encercler la ville après leur jonction avec la 6^e division norvégienne en manoeuvrant par les hauts. Au sud, les Britanniques et le 12^e BCA doivent faire de même après une mise à terre éloignée de l'objectif. L'encercllement commence. Le 6^e BCA rencontre une très vive résistance allemande

et souffre énormément du froid en l'absence d'équipements adaptés du fait d'erreurs logistiques. Il subit de lourdes pertes par le feu ennemi, mais également par gelures (la moitié de son effectif en est victime) et ne s'empare du sommet du Roasme qui domine la baie que le 8 mai. Au sud, l'avance est également ralentie mais bien moins meurtrière.

Le 29 avril, le général Bethouart arrive de Namsos et obtient, grâce à son opiniâtreté et à l'appui de l'amiral anglais Cork, l'autorisation d'organiser un



Le 19 avril, afin de s'emparer, en liaison avec l'armée norvégienne, de l'important port de Trondheim, au centre de la côte norvégienne, les Alliés conduisent une manœuvre en tenaille avec les Britanniques au sud de celui-ci, et les Français, renforcés d'éléments britanniques, au nord, à Namsos. La 5^e DBCA y est engagée et, malgré l'absence de la plupart de ses équipements, parvient à établir la liaison avec la 5^e division norvégienne. Les Anglais subissent de fortes pertes. Les violentes et incessantes attaques

débarquement au plus près de la ville. Celui-ci va s'exécuter en deux temps : tout d'abord la prise du port et de la presqu'île de Bjervik au nord, puis la prise de la ville elle-même et de la voie ferrée. Cela va exiger deux débarquements successifs. Pendant ce temps, la brigade polonaise, renforcée par le 12^e BCA, attaquera à revers par le sud.

Le 13 mai, Bjervik est enlevée au prix de durs combats. Les 6^e et 14^e BCA, avec les Norvégiens, mènent une attaque terrestre le long du fjord au nord tandis que la 13^e DBLE débarque sur le port lui-même. Du 13 au 15 la presqu'île est nettoyée. Le 28 mai, la 13^e DBLE s'empare de la ville et de son port par un débarquement de vive force, soutenue au nord par les Norvégiens et le 14^e BCA, au sud par les Polonais. Narvik tombe le jour même mais il faudra encore se battre durement pendant une semaine le long de la voie ferrée qui relie la ville à la Suède. Le 6 juin les Allemands qui se sont défendus avec acharnement au sol et dans les airs sont acculés à la frontière.

Mais pendant ce temps l'offensive allemande gagne du terrain en France et sous la pression



Monument érigé à l'emplacement du débarquement des troupes françaises et alliées à Narvik le 28 mai 1940

britannique (le général Béthouart avait déjà obtenu un sursis pour s'emparer de Narvik) les Alliés rembarquent la mort dans l'âme, dans la nuit du 7 au 8 juin. Les Allemands vont mettre quelques heures à réaliser qu'il n'y a plus que les troupes norvégiennes face à eux, et le 9, réoccupent Narvik en criant victoire.

Sur le chemin du retour, le torpilleur Bison ainsi que le porte-avions britannique Glorious sont coulés par la Luftwaffe entraînant la mort de nombreux marins. La 1^{ère} DLC est débarquée en Bretagne pour tenter de ralentir la progression allemande, mais il est déjà trop

tard pour intervenir efficacement. Une grosse partie de ses effectifs (6^e BCA, 13^e DBLE et une partie des Polonais et du 12^e BCA) réussira à gagner l'Angleterre. Là, les destins vont diverger. Les 6^e et 12^e BCA retournent dans les Alpes après avoir transité par Meknès ; le 21 août, ils défilent sous les acclamations à Grenoble. La majorité des légionnaires et une cinquantaine de chasseurs restent en Grande-Bretagne pour former les premières troupes des Forces Françaises Libres. Les chasseurs de Narvik seront le noyau du «bataillon de Chasseurs de la France Libre», unité d'instruction qui va former les cadres des unités de la France Libre.

Conclusion

Le 7 juin 1940, le général Béthouart écrivait au général Ruge, commandant en chef des troupes norvégiennes : *«Je vous laisse sur votre sol ce que j'ai de plus précieux : mes morts, je vous les confie»*.

Quatorze ans plus tard, le général Béthouart, revenu à Narvik, inaugurerait un cimetière français. Au centre, une immense croix. Au pied de la croix, un texte : *«A la mémoire des soldats français, morts au champ d'honneur en Norvège»*. Autour, les tombes de 120 soldats. En bordure, une plaque en français et norvégien : *«A la mémoire du capitaine de vaisseau Bouan et de ses 128 officiers, officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins français du contre-torpilleur Bison, coulé au combat, au large des côtes de Norvège – 3 mai 1940»*.

Cette amère victoire sur les troupes allemandes en Norvège, hélas sans lendemain, doit beaucoup plus aux hommes qu'aux armements et aux équipements. Face à des troupes de montagne allemandes et autrichiennes particulièrement aguerries et préparées au combat en région froide, les forces alliées ont su effacer temporairement leurs différents stratégiques et tactiques pour s'appuyer sur leur supériorité marine et la souplesse de l'organisation de leur commandement au plus près des hommes.

Mais l'échec est pourtant patent, consécutif à des rapports difficiles entre les gouvernements et les états-majors alliés, et les imperfections de la collaboration militaire franco-britannique.



La croix du cimetière de Narvik

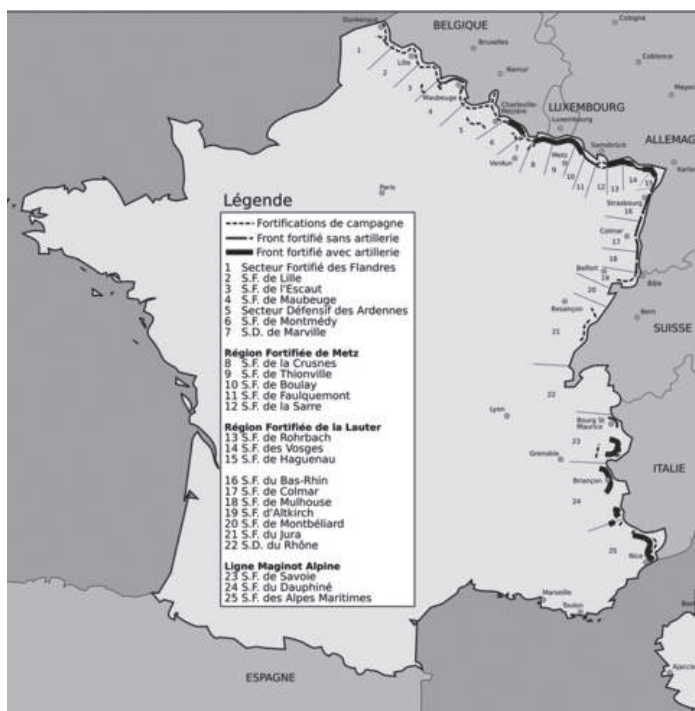
MAGINOT ET SIEGFRIED

En ce 80^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, comment ne pas évoquer un acteur majeur de la drôle de guerre, la ligne Maginot, et son pendant, la ligne Siegfried ! L'histoire populaire, si prompte à simplifier et imager, rapproche rarement ces deux noms. Si le premier est connu, mieux même, brandi comme la source de la plus grande défaite subie par les armées françaises, la connaissance du second permettrait paradoxalement de mieux juger, par opposition, du rôle exact joué par notre ligne de fortifications aux frontières lors de l'offensive allemande de mai – juin 1940.

Nous évoquerons ce rôle en son temps, lors du 80^e anniversaire de la campagne de mai-juin 1940. Pour l'heure, nous allons simplement résumer l'histoire de l'édification de ces deux systèmes de fortifications

Pourquoi une ligne Maginot ?

ORGANISATION DÉFENSIVE DES FRONTIÈRES EN 1939-1940



Cette ligne de défense opposée à la principale menace, celle de l'Allemagne nazie en cours de remilitarisation dans les années trente, qui courait de manière continue de la frontière suisse jusqu'au-delà de celle du Luxembourg, ne trouve pas son origine à l'avènement du dictateur en 1933. Il faut la chercher carrément dans les conséquences de la victoire française de 1918.

L'armée française est alors déclarée vainqueur. Elle l'est effectivement, mais à quel prix ! 1 400 000 morts, des centaines de milliers de blessés, d'invalides, de malades et de gazés qui vont disparaître à leur tour au cours des cinq à dix années à venir ; un tissu industriel détruit au nord et à l'est, inadapté au temps

de paix ailleurs car totalement consacré pendant quatre ans à la production de guerre, une agriculture peu productive faute de bras et d'équipements modernes. Bref, la France ruinée, exsangue, aspire âprement et dans toutes ses couches sociales à la paix définitive.

Cependant, d'où pourrait surgir le danger d'une nouvelle guerre dans les années vingt ? De l'ancienne ennemie ? Quasiment impossible. Les traités préservent la France de ce côté. L'armée française occupe la Rhénanie jusqu'à la rive gauche du Rhin. La *Reichswehr* est réduite à 100 000 hommes et il lui est interdit de se muer en force offensive. La République de Weimar, proclamée à l'issue de la guerre, confrontée à d'énormes difficultés économiques, sociales et politiques qui iront croissantes jusqu'à l'éclatement de la crise internationale de 1929 et bien au-delà, a d'autres chats à fouetter qu'à imaginer une revanche. De toute manière, les énormes dommages de guerre qu'elle doit rembourser la dissuaderaient d'investir dans le réarmement.

En France, le pacifisme, par rejet de la guerre et par espérance raisonnée d'une paix durable, s'est installé durablement dans les esprits. En outre, dans le domaine de la doctrine stratégique, les grands chefs militaires consacrés par leurs succès de la Grande Guerre, non seulement ceux de Verdun en 1916, mais tous les autres qui ont brisé les offensives magistrales allemandes, sortent persuadés de la primauté du Feu sur le Mouvement, de la puissance destructrice de l'artillerie sur la force de rupture, alors que l'arme blindée n'en est qu'à ses balbutiements et l'aviation à l'excitation de ses performances de franchissement (1).

Les conseils supérieurs de la Guerre préconisent donc la doctrine défensive. Ils n'imaginent même plus l'idée de « l'offensive à outrance » telle qu'elle prévalait en août 1914, dont ils se rappellent combien elle fut désastreuse dans les premières semaines de la guerre. De leur côté, les politiques, par persuasion ou par opportunisme, s'emploient à éviter le retour de la guerre. En ayant recours à toutes les barrières diplomatiques et en investissant dans une Société des Nations en construction. Politiques et militaires se rejoignent donc à la satisfaction générale d'une opinion publique traumatisée.

Mais, dans une telle situation intérieure, il faut concevoir un système qui préserve d'une attaque surprise et assure le temps nécessaire à une mobilisation forcément lente et laborieuse en raison de la faiblesse des ressources humaines et industrielles. Le système défensif doit donc être continu et construit au plus près des frontières et doit permettre d'économiser le maximum de personnel. En outre, coller la ligne de fortification au plus près de la frontière en Alsace et en Moselle répondait aussi à des préoccupations de cohésion intérieure. En 1928, les trois départements qui avaient été annexés par l'Allemagne pendant 47 ans, soit deux générations, manifestaient le

Le premier homme politique à développer l'idée de la ligne de fortifications est Paul Painlevé (2). Entre 1925 et 1929, alors qu'il est ministre de la Guerre quasi permanent à une époque où les gouvernements se font et se défont à cadence rapide, il crée la CDF (Commission des Frontières) qui fournit, le 6 décembre 1926, un rapport sur l'organisation générale à mettre en œuvre, distinguant les ouvrages à réaliser dès le temps de paix de ceux à mettre en œuvre en temps de guerre et proposant trois zones de fortifications puissantes (Metz, Vosges-Lauter, Belfort) et une autre dans le Sud-Est pour renforcer les cols face à l'Italie.

Painlevé doit donc être considéré comme le véritable créateur de la ligne appelée par la suite « Maginot ». Alors, pourquoi, en définitive, ce nom est-il passé dans l'histoire ? André Maginot, ancien combattant valeureux, devient ministre de la Guerre le 2 novembre 1929. Le 14 janvier 1930, prenant à son compte les idées de son prédécesseur, il obtient à l'issue d'un débat houleux le vote des crédits nécessaires à la réalisation de la plus grande partie des fortifications décidées par la CORF. Mais l'importance de la somme (4), très élevée à une époque d'intenses priorités, suscite de fortes tensions dans l'opinion, entretenues par une presse déchaînée. Il a suffi d'un journaliste inconnu et d'un titre rageur pour consacrer une « ligne Maginot » qui deviendra la plus puissante organisation continue de l'histoire militaire.

Les grandes étapes de l'acheminement de l'Allemagne nazie vers la guerre sont connues. Rappelons seulement que le dictateur, parvenu au pouvoir le 30 janvier 1933, n'a pas perdu de temps pour se forger un outil de guerre à la mesure de ses rêves insensés de domination de l'Europe passant par les étapes intermédiaires de regroupements des minorités allemandes et de recherche d'espace vital à l'Est.

The map illustrates the geographical context of the Saar region during the interwar period. Key features include:

- Netherlands (Niederlande):** Eindhoven.
- Belgium (Belgien):** Maastricht, Aachen, Lüttich (Fortification de Liège).
- Luxembourg:** Luxembourg, Esch-sur-Alzette (Fortification de la Citadelle).
- Germany (Deutschland):** Dortmund, Duisburg, Düsseldorf, Köln, Bonn, Koblenz, Wiesbaden, Mainz, Mannheim, Karlsruhe, Stuttgart, Straßburg, Offenburg, Freiburg im Breisgau, Colmar, Mühlhausen, Bregel.
- France (Frankreich):** Metz, Nancy, Fortification de la Citadelle, Fortification Permanente Moderne (Cort), Fortification de la Citadelle.
- Saar Region (Saargebiet):** Saarbrücken, Fortification de la Citadelle.
- Fortifications:** Various fortifications are marked, including the Fortification de la Citadelle, Fortification Permanente Moderne (Cort), and Fortification de la Citadelle.
- Geographical Features:** The Rhine River (Rhein) flows through the center, and the Moselle River (Mosel) flows through the Saar region.
- Scale and Orientation:** A scale bar indicates 50 km, and a compass rose shows North.

Aussitôt commence la construction du Westwall, littéralement talus ou obstacle, plus explicitement ligne fortifiée face à l'Ouest, expression allemande que les Français vont traduire par ligne Siegfried en souvenir de la ligne construite par Hindenburg en France en 1916 et 1917 pour raccourcir le front allemand et lui donner de la profondeur.

10

Westwall épouse un tracé plus souple s'appuyant sur les avantages du terrain qui marquent des distances variables par rapport à la ligne des frontières successives de la France, du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas. Dans la conception hitlérienne, le Westwall n'a pas la prétention d'arrêter une invasion des forces françaises à laquelle le Führer ne croit d'ailleurs pas. Pour lui, le Westwall a un rôle de couverture et répond davantage à la volonté d'affirmer sa détermination aussi bien vis-à-vis des Alliés qu'en direction de son opinion publique. C'est sa manière de rejeter les clauses du Traité de Versailles qu'il juge infamantes pour la nation allemande. C'est autant un acte politique qu'une action élémentaire de précaution stratégique.

Des conceptions fondamentalement différentes.

Les différences de doctrines stratégiques ne s'arrêtent pas là. Elles apparaissent surtout dans l'effort financier affecté par les deux pays à la réalisation de leurs lignes de défense.

En France à partir de 1932, la ligne Maginot absorbe l'essentiel des crédits militaires. C'est en somme, toutes proportions gardées, le même genre de priorité budgétaire que celle dont bénéficiera plus tard la dissuasion nucléaire française vis-à-vis des forces classiques en matière d'équipement. Mais le principe d'une ligne continue infranchissable coûte très cher et pas seulement en réalisation technique. N'importe quel ouvrage, dès lors qu'il est construit, doit être constamment occupé et entretenu et il absorbe des effectifs. Plus l'ouvrage est important, plus son coût de construction, celui de ses services connexes, celui de son entretien et l'importance de sa garnison du temps de paix montent de manière exponentielle. Le système devient rapidement pervers car le perfectionnisme conduit au gigantisme alors que, simultanément, monte en flèche la prise de risque quant à la justification tactique des positionnements. Mais le défaut le plus grave du système Maginot est



Une entrée du fort du Hackenberg, 20 km est de Thionville

à leur tour une protection sans faille contre les nouveaux dangers qui s'annoncent, ceux de l'aviation de bombardement et des chars de combat. Elle conduit à l'usage massif (!) du béton armé et à la multiplication des casemates de plus en plus perfectionnées.

le choix de la ligne continue. Si la défense est linéaire, elle réclame des moyens d'artillerie considérables et puissants qui demandent



Une galerie du fort du Hackenberg

A un tel niveau de coûts, il est aisé de comprendre que la ligne Maginot n'a pu être prolongée jusqu'à la mer. Avec toutes les conséquences que l'on connaît.

A l'inverse, de l'autre côté du Rhin, les stratégies hitlériennes ont pratiqué le service minimum. Si les premiers travaux commencent effectivement à la fin de l'année 1936, les ouvrages les plus perfectionnés, qui n'égaleront jamais ceux de la ligne adverse, commencent seulement en 1938 et se poursuivent les deux années suivantes. Trois années budgétaires contre dix en France. Mais la différence porte surtout sur la répartition des crédits entre les forces statiques et les forces de mouvement, la mise sur pied des *Panzer-Divisionen*, en toute logique hitlérienne, bénéficiant de la priorité absolue.

La capacité d'arrêt du système allemand n'est pas négligée pour autant, bien au contraire. La défense étant conçue dans la profondeur, le système linéaire devait être proscrit. Il fallait, au contraire, avoir recours à celui des lignes d'effort de défense successives permettant d'engager dans les intervalles des forces de contre-attaque puissantes à base d'unités mécanisées et blindées. Cette conception a d'ailleurs été jouée en partie en janvier 1945 à l'issue de la bataille des Ardennes.

Ainsi, la construction du Westwall a-t-elle été très souple dans ses réalisations. La carte l'illustre



Dents de dragons

parfaitement. Elle montre que l'effort principal de défense a été réalisé en Sarre face à la trouée de Kaiserslautern, route d'invasion classique qui débouche sur le Rhin de Worms et de Mannheim, une région industrielle

vitale. Une première ligne de défense développée des deux côtés de la rivière Sarre, protégeait la zone industrielle de Saarbrücken. Elle disposait de la plus forte concentration d'obstacles antichars renforcés de champs de mines et de pièges. Une seconde ceinture s'étendait sur le Hunsrück, région très accidentée et couverte formant une barrière naturelle

en avant du Rhin. Dans cette zone la répartition des moyens antichars était beaucoup moins dense mais plus aléatoire et l'effort était fait sur la protection des routes et des nœuds de communications. Une troisième ligne défensive, en avant de Kaiserslautern se trouvait 20 kilomètres plus à l'est et était formée de bunkers éparpillés et

de positions renforcées autour des installations militaires existantes à Landstuhl et à Ramstein.

Conclusion

Les deux lignes de défense occidentales, issues de stratégies fondamentalement différentes, orientées au profit de concepts reposant sur deux politiques opposées, foncièrement défensive d'un côté, résolument provocante, agressive et déterminée de l'autre, ne pouvaient connaître que des destins contraires.

La ligne Maginot fut contournée en mai - juin 1940. En cela, sa puissance d'arrêt théorique joua pleinement son rôle mais avec quelles conséquences désastreuses !

La ligne Siegfried ne fut pratiquement l'enjeu d'aucune action de combat en 1940, mais pour un effort d'investissement limité, elle remplit pleinement le rôle de dissuasion qui lui était dévolu.

(1) Le 21 mai 1927, Charles Lindbergh traverse l'Atlantique de New York au Bourget sur un

monoplan, le Spirit of Saint-Louis, en trente-trois heures.

(2) Paul Painlevé (1863-1933), brillant mathématicien, occupa les postes ministériels les plus variés : instruction publique (1915-16), plusieurs fois ministre de la Guerre (1917 et, de manière quasi ininterrompue, de 1925 à 1929), finances (1925) et deux fois président du Conseil (1917 et 1925).

(3) André Maginot (1877-1932), député de la Meuse en 1910, combattant valeureux, gravement blessé, pendant la Grande Guerre, fut plusieurs fois ministre à l'issue de celle-ci.

(4) Son projet de loi de financement accordait sur cinq ans 2 900 millions de francs pour la défense terrestre des frontières. Par des additifs successifs, le total des crédits s'est élevé à 3 442 millions.

LISTE DES HAUTS LIEUX DE LA MÉMOIRE NATIONALE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

L'arrêté du 2 décembre 2019, modifiant la liste des lieux de la mémoire nationale du ministère de la défense, est paru au Journal Officiel n° 0284 du 7 décembre 2019. La voici :

- Nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette, à Ablain-Saint-Nazaire (Pas-de-Calais), au titre des soldats morts pour la France aux côtés de leurs frères d'armes alliés (1914 – 1918) ;
- Ensemble constitué par la nécropole nationale de Fleury-devant-Douaumont et la tranchée des baïonnettes (Meuse), au titre du sacrifice des soldats français de la Grande Guerre à Verdun (1914 – 1918) ;
- Ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof (Natzwiller, Bas-Rhin), au titre du système concentrationnaire nazi et de la Résistance européenne (1933 – 1945) ;
- Mont-Valérien (Suresnes, Hauts-de-Seine), au titre de la répression exercée par les autorités allemandes pendant l'Occupation (1940 – 1944) et de la France Combattante ;
- Mémorial des martyrs de la Déportation, dans l'île de la Cité (Paris), au titre de la mémoire des déportés ;
- Mémorial national de la prison de Montluc, à Lyon (Rhône), au titre de l'internement par le régime de Vichy et les autorités allemandes pendant l'Occupation (1940 – 1944) ;
- Mémorial du débarquement et de la libération de la Provence, au Mont-Faron (Toulon, Var), au titre du débarquement des 15 et 16 août 1944 et de l'armée de la Libération ;
- Mémorial des guerres en Indochine à Fréjus (Var), au titre de la Seconde Guerre mondiale en Indochine (1940 – 1945) et de la guerre d'Indochine (1946 – 1954) ;
- Mémorial de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie, sur la promenade du Quai Branly, à Paris ;
- Monument aux Morts pour la France en opérations extérieures, dans le parc André Citroën, à Paris.

VIE DES ASSOCIATIONS

FARAC

Horaire des réunions

- réunion du bureau de 10h00 à 10h45
- réunion commune conseil d'administration/conférence des présidents de 10h45 à 12h00.

Pour ceux qui souhaitent prolonger cette réunion par un moment de convivialité, il est possible de déjeuner au mess, sous réserve de s'inscrire par Internet auprès du secrétaire adjoint François Anxionnaz à l'adresse ci-jointe : **Fanxionnaz@aol.com** ou par téléphone au **04 74 67 21 47**

Prochaine assemblée générale ordinaire

Elle se déroulera le jeudi 23 janvier 2020, à 10 h 00 au cercle de garnison.

Cette année, dix sièges d'administrateurs sont à renouveler. Il s'agit de :

- Union nationale des combattants (2^e siège) ;
- Union des artilleurs du Lyonnais et environs ;
- Amis du musée d'histoire militaire de Lyon et de sa région ;
- Les porte-drapeaux du Lyonnais ;
- Amicale des anciens de la Légion étrangère ;
- Union nationale des anciens combattants français musulmans et leurs enfants ;
- Association nationale des officiers de carrière en retraite ;
- Amicale Royal Deux-Ponts/99e et 299e R.I. (1^{er} siège) ;
- Fédération nationale des anciens chasseurs
- Association nationale des membres de l'ordre national du Mérite.

Tous se représentent.

Pour les membres de la Farac, voir note d'organisation jointe.

SOUVENIR FRANÇAIS DE HONG KONG

Grâce à Jacques Nardin dont la fille est enseignante au lycée français de Hong Kong, nous avons eu connaissance de l'inauguration, le 13 décembre dernier, d'une nouvelle stèle des Français Libres au cimetière militaire de Stanley. En voici le reportage.

L'hommage annuel rendu aux Français Libres morts pour la France à Hong Kong lors de la Seconde Guerre mondiale, revêtait cette année un caractère spécial puisqu'une stèle, portant cinq nouveaux noms, a été inaugurée en présence d'Alexandre Giorgioni, consul de France à Hong Kong et Macao, du colonel Philippe Deponcelle, attaché militaire venu tout spécialement de Pékin, de François Drémeaux, président du Souvenir Français de Hong Kong, d'officiers de réserve français à Hong Kong et des représentants des forces armées engagées dans le conflit.

Les enfants du lycée français étaient là pour chanter en mémoire de la France Libre, en présence d'un vétéran de 95 ans, John Sievert, timonier à bord du destroyer « *USS Satterlee* » qui a participé au pilonnage de la Pointe du Hoc le 6 juin 1944.

Ce sont les élèves de 3^e qui citèrent les noms des morts pour la France, avant de réciter le poème « Liberté » et de chanter le « Chant des Partisans ».

Comme l'a rappelé François Drémeaux, historien, à l'origine de la rénovation de la stèle, « la mémoire est un travail permanent qui ne doit pas subir la corruption du temps ».



Les autorités

CONFÉRENCES

Conférences organisées par l'ANOCR à 10 h 30 au cercle de garnison

- mardi 21 janvier : « L'image de la femme chez Aimé Cézaire et L.S. Senghor » par le MGI René HENANE.
- mardi 4 février : « Aristide Briand, itinéraire d'un ardent promoteur de la sécurité collective en Europe » par Me Michel DEALBERTI.

NOTRE AGENDA 2020

JANVIER 2020

Jeudi 9

- Conseil d'administration Farac/Conférence des présidents à 10h45 au cercle de garnison

Samedi 11

- Vœux de la FNAC > 15 h 00
7, rue Denuzière Lyon 2e

Mardi 21

- Cérémonie du 80e anniversaire de la mise sur pied de la brigade de haute-montagne,
Chazey-Bons > 10 h 30

Jeudi 23

- Assemblée générale de la Farac au cercle de garnison

Samedi 25

- AG de l'UALR à l'hôtel Ibis à Lyon Perrache

Dimanche 26

- Commémoration de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau, sanctuaire de la Résistance place Bellecour Lyon 2^e.

FÉVRIER

Samedi 1er

- AG de l'UDACFME

Dimanche 2

- Commémoration de la rafle de la rue Sainte Catherine

Jeudi 6

- Conseil d'administration Farac/Conférence des présidents à 10h45 au cercle de garnison

Samedi 8

- AG UNP Lyon au restaurant Le Couënon à Décines

Jeudi 20

- Repas des porte-drapeaux et des présidents d'associations à l'Hôtel de Ville de Lyon

MARS

Dimanche 1^{er}

- Messe des artilleurs au sanctuaire Saint-Bonaventure Lyon 2e

Jeudi 5

- Conseil d'administration Farac/Conférence des présidents à 10 h 45 au cercle de garnison

Dimanche 8

- AG de l'UNC du Rhône

Vendredi 20

- AG de l'association des AC de l'Équipement

MAI

Jeudi 7

- Conseil d'administration Farac/Conférence des présidents à 10h45 au cercle de garnison

Vendredi 8

- Commémoration de la victoire du 8 Mai 1945

Lundi 18

- Cérémonie au mur des fusillés de la nécropole de La Doua

AVRIL

Jeudi 2

- Conseil d'administration Farac/Conférence des présidents à 10h45 au cercle de garnison

Samedi 4

- AG de l'amicale Royal Deux-Ponts/99e et 299e R.I.

Dimanche 26

- Journée nationale du Souvenir des Victimes et des Héros de la Déportation

JUIN

Jeudi 4

- Conseil d'administration Farac/Conférence des présidents à 10h45 au cercle de garnison

Lundi 8

- Journée d'hommage aux morts pour la France en Indochine

Jeudi 18

- Journée nationale commémorative de l'appel du général de Gaulle

Dimanche 21

- Tata sénégalais à Chasselay, 80e anniversaire des combats

N'oubliez pas d'annoncer dès à présent vos prévisions d'activités afin de coordonner nos agendas et éviter des chevauchements regrettables.